optique culture
numéro 38 février 2015

OBSERVATOIRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC

Les dépenses en culture de l'administration publique québécoise depuis 1985

GAËTANE DUBÉ *chargée de projet, OCCQ* et **MARIE-HÉLÈNE PROVENÇAL** *chargée de projet, ISQ*

Faits saillants

- En 2012-2013, les dépenses directes (excluant les dépenses fiscales) de l'administration publique québécoise en matière de culture s'élèvent à 989,0 M$.
- Par rapport à l'exercice précédent (2011-2012), les dépenses directes faites en 2012-2013 sont en baisse de 4,6 %.
- Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) des dépenses directes en culture depuis 1985-1986 (28 ans) est de 3,5 %, alors que celle des dépenses totales du Gouvernement du Québec selon les comptes publics est de 4,5 %.
- Alors qu'en 1985-1985 la proportion des dépenses dédiées à la culture dans les dépenses consolidées des comptes publics s'établissait à 1,4 %, elle a ensuite diminué pour atteindre en 2012-2013 un seuil de 1,1 %.
- Les dépenses directes pour la culture représentent 122 $ par habitant en 2012-2013. En 1985-1986, ces dépenses sont de 58 $ par habitant, de 79 $ en 1994-1995 et de 100 $ en 2003-2004.
- Depuis la toute première année de l'enquête, on observe que la plus importante part des dépenses va aux *Bibliothèques* (entre 22 % et 28 % des dépenses). Le domaine du *Patrimoine, institutions muséales et archives* recueille environ le cinquième des dépenses, alors que les *Arts de la scène* et la *Radio et télévision* obtiennent respectivement entre 10 % et 18 % des montants dépensés.
- Les dépenses pour les domaines *Activités multidisciplinaires* (TCAM de 9,8 %), *Patrimoine, institutions muséales et archives* et *Livre et périodique* (TCAM de 5,6 % respectivement) présentent les plus forts taux de croissance annuels moyens sur les trois décennies étudiées.
- Lorsque l'on ajoute aux dépenses directes les dépenses fiscales (c'est-à-dire les crédits d'impôt remboursables), la contribution du Gouvernement du Québec en matière de culture se chiffre au total à 1 345 M$ en 2012-2013, soit 166 $ par habitant.

Depuis 1985-1986, l'Institut de la statistique du Québec mène l'*Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture*. Cette enquête, initialement réalisée à l'échelle canadienne par Statistique Canada, vise à produire des statistiques complètes et détaillées sur les dépenses publiques en matière de culture. Cette enquête a été abandonnée en 2012 par Statistique Canada, mais l'Observatoire de la culture et des communications du Québec l'a maintenue à la demande expresse de ses partenaires. Ce bulletin en expose les résultats sommaires jusqu'à l'exercice financier 2012-2013[1]. Pour la première fois, l'Observatoire consacre un bulletin à l'analyse de ces données[2].

Suite en page 4 >

1. Les données détaillées sur les dépenses culturelles engagées par l'administration publique québécoise en 2012-2013 sont disponibles sur le site de l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec. [En ligne] [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/depenses-culturelles/provincial/index.html].
2. Le ministère de la Culture et des Communications a publié un bulletin consacré aux dépenses fédérales, provinciales et municipales au titre de la culture : « Évolution des dépenses culturelles au Québec de 2003-2004 à 2008-2009 », Survol n° 21, avril 2012 [En ligne]. [www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/Survol/21_avril2012.pdf].

Table des matières

4 Résultats globaux

7 Évolution des dépenses en culture

10 Dépenses pour la culture selon les régions administratives

13 Conclusion

Signes conventionnels

%	Pour cent ou pourcentage
...	N'ayant pas lieu de figurer
—	Néant ou zéro
k$	Milliers de dollars
M$	Millions de dollars
G$	Milliards de dollars

Notes méthodologiques

L'*Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture* est menée chaque année auprès des ministères, organismes, commissions, conseils, fonds spéciaux et entreprises publiques qui contribuent à différents domaines des arts et de la culture au Québec[3]. Pour l'exercice financier 2012-2013, 35 ministères et organismes ont déclaré avoir effectué des dépenses dans l'un ou l'autre des domaines culturels étudiés par l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec. La liste des ministères et organismes visés par l'enquête est mise à jour chaque année.

Cette enquête est un recensement. Le taux de réponse est de 100 %. Les données les plus récentes présentées dans ce bulletin ont été recueillies au cours du printemps et de l'été 2014. Les données sont recueillies de manière à ce qu'il n'y ait pas de double compte. Enfin, parce que les données portent notamment sur de l'aide financière (subventions, bourses, prix, etc.), les dépenses déclarées par les ministères et organismes sont comptabilisées en dollars courants à l'instar des dépenses consolidées des comptes publics.

Les ministères et les organismes déclarent leurs dépenses réelles brutes. Les **dépenses directes** au titre de la culture sont réparties en deux grandes catégories :

- Les **dépenses internes** de fonctionnement et d'investissement. Les dépenses de fonctionnement représentent les dépenses en salaires et traitements des employés ainsi que les dépenses relatives aux achats de biens et de services. Les dépenses d'investissement sont celles relatives à l'achat de terrains, d'équipements, de matériel ou d'immeubles, ou à la construction de ces derniers.

- Les **dépenses externes**. Cette catégorie regroupe les subventions et les contributions de fonctionnement et d'investissement aux arts et à la culture. Ces dépenses constituent l'aide financière accordée aux particuliers (bourses, prix, etc.), aux associations, aux organismes et aux entreprises du secteur des arts et de la culture, de même qu'aux administrations municipales.

Soulignons qu'à partir de l'exercice financier 2012-2013, l'enquête compile aussi les dépenses relatives aux crédits d'impôt remboursables en culture. L'ajout de cette catégorie de dépenses dans les statistiques compilées par l'Observatoire est une nouveauté importante. Cette mesure fait suite à une nouvelle norme de comptabilisation des dépenses établie en 2012 par le ministère des Finances du Québec[4], selon laquelle certaines dépenses fiscales doivent être reclassées dans les dépenses plutôt qu'en diminution des revenus comme c'était le cas auparavant. Ainsi, une troisième catégorie de dépenses complète les deux catégories décrites précédemment :

- Les **dépenses fiscales**. Le ministère des Finances du Québec fournit les données relatives aux crédits d'impôt remboursables pour les domaines culturels *Livre et périodique*, *Arts de la scène*, *Cinéma et audiovisuel*, *Enregistrement sonore*, *Multimédia* et *Architecture et design*.

---

3. Pour des explications complètes sur les concepts et les définitions de l'enquête, consulter le site Web de l'Observatoire [En ligne] [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/depenses_culturelles_provincial_admq.html] de même que le Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec (SCACCQ) [En ligne] [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/scaccq_principale.html].
4. Gouvernement du Québec, *Dépenses fiscales Édition 2011*, p. III et p. A 65 [En ligne]. [www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTRE_Depenses_fiscales2011.pdf].

Notice suggérée pour mentionner cet article dans une bibliographie ou en reproduire un extrait :

DUBÉ, Gaëtane, et Marie-Hélène PROVENÇAL (2015). « Les dépenses en culture de l'administration publique québécoise depuis 1985 », *Optique culture*, n° 38, Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, février, 16 p. [En ligne]. [www.stat.gouv.qc.ca/observatoire].

Certaines catégories de dépenses ont aussi été revues à partir de l'exercice 2012-2013. Ainsi, le domaine *Architecture et design* n'était pas nommément abordé par l'enquête auparavant et les dépenses qui s'y rapportaient étaient incluses dans la catégorie « Autres activités » ou, dans des cas spécifiques comme la recherche architecturale ou le design de mode, dans le domaine *Arts visuels, métiers d'art et arts médiatiques*. Comme ce domaine fait partie du périmètre de la culture tel que défini dans le Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec (SCACCQ) et qu'en outre les dépenses fiscales qui s'y rapportent sont significatives, une nouvelle entrée a donc été créée dans les tableaux Web de l'Observatoire à partir de l'exercice 2012-2013.

Parallèlement, les dépenses relatives au domaine *Relations interculturelles* (ou *Multiculturalisme*), qui faisaient partie du questionnaire conçu par Statistique Canada, ne sont plus comptabilisées dans les dépenses au titre de la culture, ce domaine n'étant pas compris dans le champ de la culture tel que défini dans le système de classification de l'Observatoire.

Enfin, les dépenses relatives à la langue française ont fait l'objet d'une évaluation quant à leur maintien dans l'enquête. La langue française ne fait pas partie du champ d'études de l'Observatoire et elle n'est pas incluse dans son cadre conceptuel de la culture. Après analyse et réflexion, il a été jugé tout de même pertinent de conserver dans l'enquête ce poste de dépenses, car il n'y a pas d'autres sources qui compilent cette information. Les données qui s'y rapportent correspondent aux dépenses engagées au titre de la protection, de la promotion et du développement de la langue française ainsi que les subventions versées à cet effet.

À l'exception notable de l'ajout des dépenses fiscales, les autres changements apportés à l'enquête affectent bien marginalement les résultats, et la comparabilité des données de l'enquête 2012-2013 avec celles des enquêtes antérieures est acceptable.

> Notre objectif avec ce bulletin est notamment de souligner l'ajout des dépenses relatives aux crédits d'impôt en culture (dépenses fiscales), un type de dépenses qui n'est couvert par l'enquête que depuis 2012-2013. Cet ajout s'est imposé à la suite d'une nouvelle norme de comptabilisation des dépenses établie par le ministère des Finances. Les résultats sont présentés en dollars courants plutôt qu'en dollars constants. Ce choix est motivé par le fait que les dépenses du gouvernement sont disponibles en dollars courants. Le lecteur doit noter que l'analyse de l'évolution depuis 1985-1986 porte uniquement sur les dépenses directes, c'est-à-dire excluant les dépenses fiscales.

Résultats globaux

Les dépenses en culture constituent 1,1 % des dépenses consolidées aux comptes publics du Gouvernement du Québec et 1,5 % lorsqu'on tient compte des crédits d'impôt remboursables

En 2012-2013, les sommes versées par l'administration publique québécoise pour la culture totalisent 989,0 M$; 60 % sont des dépenses externes de fonctionnement et d'investissement (592,1 M$) et 40 % sont des dépenses internes de fonctionnement et d'investissement (397,0 M$) (tableau 1). Le total des dépenses en 2012-2013 représente 48,2 M$ de moins (–4,6 %) qu'en 2011-2012, alors qu'elles s'établissent à 1 037,2 M$. Notons qu'au cours de trois années financières récentes (2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012), les dépenses directes totales sont de plus d'un milliard de dollars. En 2012-2013, elles sont pratiquement au même niveau que celles de 2008-2009 (968,4 M$). La différence avec l'année financière 2011-2012 est principalement attribuable à une baisse des dépenses internes d'investissement, lesquelles s'élèvent à 52,0 M$ en 2012-2013, comparativement à 92,4 M$ en 2011-2012. Cette baisse est en majeure partie due à une réduction des dépenses rapportées dans le domaine *Activités multidisciplinaires*. Elle concerne les dépenses entourant la construction de la Maison symphonique de Montréal[5], effectuées à partir de l'année financière 2009-2010. La fin des travaux explique donc une grande partie de la diminution des dépenses internes d'investissement de l'administration publique en 2012-2013.

Les dépenses 2012-2013 pour la culture représentent 1,1 %[6] de l'ensemble des dépenses gouvernementales apparaissant aux états financiers consolidés du Gouvernement du Québec au 31 mars 2013 (90,5 G$)[7]. En 1985-1986, la proportion des dépenses dédiées à la culture dans les dépenses consolidées des comptes publics s'établit à 1,4 % (figure 1). Dix ans plus tard, en 1994-1995, elle approche toujours ce sommet. Depuis, elle descend à 1,3 %, en 2003-2004, puis atteint le seuil le plus bas de la période étudiée, soit 1,1 %, en 2012-2013. Entre 1985 et 2013, le montant des dépenses consolidées des comptes publics passe de 27,4 G$ à 90,5 G$[8], ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 4,5 % sur cette longue période de presque trente ans.

Les dépenses fiscales

Pour l'exercice financier 2012-2013, les dépenses fiscales s'élèvent à 356,3 M$. Lorsque l'on ajoute ces dernières aux dépenses déclarées par les ministères et organismes de l'administration publique, les dépenses en matière de culture grimpent à 1 345,3 M$ et représentent 166,41 $ par habitant. Les domaines *Cinéma et audiovisuel* (183,3 M$) et *Multimédia* (134,0 M$) sont les grands bénéficiaires des dépenses fiscales de 2012-2013 (tableau 3). Viennent ensuite, en ordre décroissant des crédits attribués, *Architecture et design* (16,2 M$), *Arts de la scène* (13,2 M$), *Livre et périodique* (8,2 M$) puis *Enregistrement sonore* (1,4 M$). Lorsque l'on tient compte de cette contribution fiscale, la part des dépenses effectuées dans le domaine *Cinéma et audiovisuel* constitue 17 % des déboursés totaux faits en culture et celle du *Multimédia*, 10 %.

Tableau 1 **Dépenses en culture de l'administration publique québécoise selon la catégorie de dépenses, Québec, 2011-2012 et 2012-2013**

	2011-2012	2012-2013
	k$	
Dépenses internes	440 818,6	396 960,1
Fonctionnement	348 370,0	344 986,7
Investissement	92 448,6	51 973,4
Dépenses externes	596 395,6	592 089,4
Fonctionnement	426 195,0	403 944,7
Investissement	170 200,6	188 144,7
Total des dépenses directes	**1 037 214,2**	**989 049,5**
Dépenses fiscales	...	356 300,0
Total	**1 037 214,2**	**1 345 349,6**

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

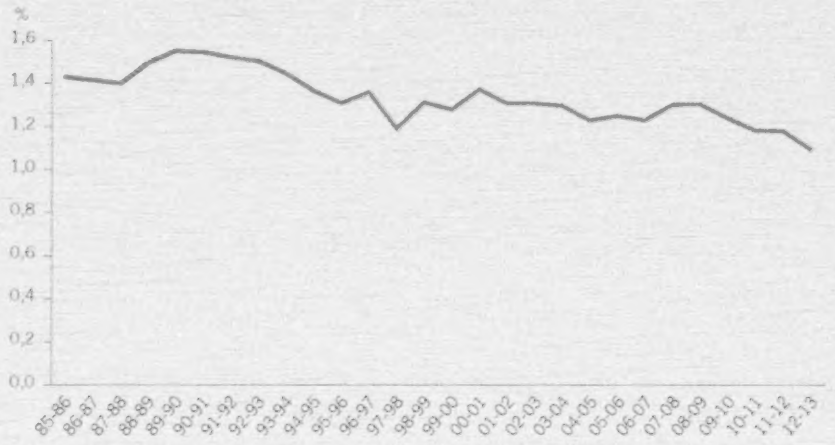
5. Les travaux de la Maison symphonique ont débuté en mai 2009 et l'inauguration a eu lieu le 7 septembre 2011.
6. L'information nécessaire à ce calcul provient des états financiers consolidés du Gouvernement du Québec au 31 mars de chaque année. Information tirée de Données historiques depuis 1970-1971 Budget 2013-2014, tableau 11, p. 15. [En ligne]. [www.budget-finances.gouv.qc.ca/Budget/2013-2014/fr/documents/donnees_historiques_fr.pdf].
7. Gouvernement du Québec, ministère des Finances et de l'Économie, *Plan budgétaire Budget 2014-2015*, p. 1.18 [En ligne]. [www.budget-finances.gouv.qc.ca/budget/2014-2015/fr/documents/PlanBudgetaire.pdf].
8. À propos des données gouvernementales, il est à noter que les opérations budgétaires consolidées ont fait l'objet de deux réformes comptables (la première en 1997-1998 et la seconde en 2006-2007) ; celles-ci peuvent avoir influencé la courbe d'évolution illustrée à la figure 1.

Lorsqu'on les met en rapport avec le nombre d'habitants au Québec, on constate que les dépenses directes pour la culture en 2012-2013 correspondent à 122,34 $ par habitant, soit 7,67 $ de moins qu'en 2011-2012 (130,01 $) (tableau 2). Les montants par habitant les plus élevés apparaissent dans les domaines *Bibliothèques* (27,35 $) et *Patrimoine, institutions muséales et archives* (26,01 $). Suivent, avec 10 $ et plus par habitant, les domaines *Arts de la scène* (15,75 $), *Radio et télévision* (12,99 $) et *Activités multidisciplinaires* (11,01 $).

Les domaines *Bibliothèques*, *Patrimoine, institutions muséales et archives*, *Arts de la scène* et *Radio et télévision* se partagent plus des deux tiers des dépenses directes en culture

Comme le montre le tableau 3, les domaines *Bibliothèques*, *Patrimoine, institutions muséales et archives*, *Arts de la scène* et *Radio et télévision*, recueillent ensemble 67,2 % des dépenses directes effectuées en 2012-2013. Dans les domaines *Architecture et design*, *Enregistrement sonore*, *Livre et périodique*, *Arts visuels, métiers d'arts et arts médiatiques*, *Activités multidisciplinaire*, *Cinéma et audiovisuel*, *Bibliothèques* et *Multimédia*, une portion importante des dépenses (entre 70 % et 100 %) consiste en des dépenses externes (figure 2). À l'inverse, dans le domaine *Enseignement des arts*, il s'agit essentiellement de dépenses internes (77,7 %).

Figure 1 **Part des dépenses directes en culture dans l'ensemble des dépenses du Gouvernement du Québec selon les comptes publics[1,2], Québec, 1985-1986 à 2012-2013**



1. L'information nécessaire à ce calcul est tirée de Gouvernement du Québec (novembre 2012), *Données historiques depuis 1970-1971, Budget 2013-2014, tableau 11*, ministère des Finances et de l'Économie, p. 15, et de Gouvernement du Québec (juin 2014), *Budget 2014-2015, Plan budgétaire*, ministère des Finances et de l'Économie, p. I.18.
2. Réforme de la comptabilité gouvernementale en 1997-1998 et en 2006-2007.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 2 **Dépenses directes en culture de l'administration publique québécoise, en dollars par habitant, selon le domaine, Québec, 2011-2012 et 2012-2013**

	2011-2012	2012-2013
	$ par habitant	
Arts visuels, métiers d'arts et arts médiatiques	3,08	3,16
Arts de la scène	15,51	15,75
Patrimoine, institutions muséales et archives	23,96	26,01
Bibliothèques	30,21	27,35
Livre et périodique	1,68	1,58
Enregistrement sonore	0,36	0,34
Cinéma et audiovisuel[1]	5,17	5,67
Radio et télévision	13,36	12,99
Multimédia	0,07	0,09
Enseignement des arts	5,83	5,77
Relations interculturelles[2]	0,93	...
Langue française	3,35	3,26
Activités multidisciplinaires	16,84	11,01
Autres activités culturelles[3]	9,66	9,35
Total	**130,01**	**122,34**

1. Cette catégorie inclut la production télévisuelle indépendante.
2. À partir de 2012-2013, les dépenses en matière de relations interculturelles ne sont plus comptabilisées dans les dépenses au titre de la culture.
3. Les dépenses en culture relatives à l'architecture et au design sont incluses dans la catégorie « Autres activités culturelles ».

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

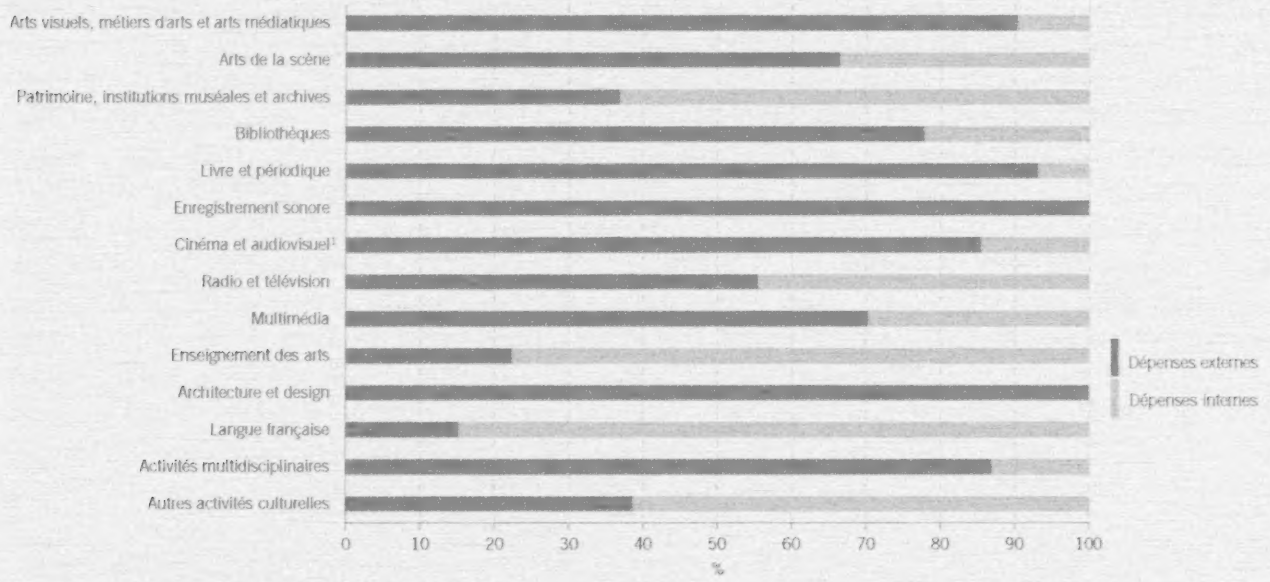
Tableau 3 **Répartition des dépenses internes, externes et fiscales de l'administration publique québécoise en matière de culture, selon le domaine, Québec, 2012-2013**

	Dépenses internes (a)	Dépenses externes (b)	Dépenses directes		Dépenses fiscales	Dépenses	
			Total (c=a+b)	Répartition	Total (d)	Grand total (e=c+d)	Répartition
	k$			%	k$	k$	%
Arts visuels, métiers d'arts et arts médiatiques	2 446,7	23 122,3	25 569,0	2,6	...	**25 569,0**	1,9
Arts de la scène	42 688,3	84 685,6	127 373,9	12,9	13 200	**140 573,9**	10,4
Patrimoine, institutions muséales et archives	132 640,0	77 656,9	210 296,9	21,3	...	**210 296,9**	15,6
Bibliothèques	48 836,4	172 251,3	221 087,7	22,4	...	**221 087,7**	16,4
Livre et périodique	868,7	11 898,7	12 767,4	1,3	8 200	**20 967,4**	1,6
Enregistrement sonore	—	2 749,1	2 749,1	0,3	1 400	**4 149,1**	0,3
Cinéma et audiovisuel[1]	6 655,8	39 177,4	45 833,2	4,6	183 300	**229 133,2**	17,0
Radio et télévision	46 759,0	58 279,2	105 038,1	10,6	...	**105 038,1**	7,8
Multimédia	213,7	506,4	720,0	0,1	134 000	**134 720,0**	10,0
Enseignement des arts	36 202,1	10 414,0	46 616,0	4,7	...	**46 616,0**	3,5
Architecture et design	—	1 103,1	1 103,1	0,1	16 200	**17 303,1**	1,3
Langue française	22 353,1	4 036,0	26 389,1	2,7	...	**26 389,1**	2,0
Activités multidisciplinaires	11 571,3	77 415,3	88 986,5	9,0	...	**88 986,5**	6,6
Autres activités culturelles	45 725,1	28 794,4	74 519,6	7,5	...	**74 519,6**	5,5
Total	**396 960,1**	**592 089,4**	**989 049,5**	**100,0**	**356 300**	**1 345 349,6**	**100,0**

1. Cette catégorie inclut la production télévisuelle indépendante.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 2 **Répartition des dépenses internes et externes en culture de l'administration publique québécoise, selon le domaine, Québec, 2012-2013**



1. Cette catégorie inclut la production télévisuelle indépendante.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Comparées à 2011-2012, les dépenses directes en culture ont augmenté de 10 % et plus en 2012-2013 dans les domaines *Multimédia* (+ 27,9 %) *Cinéma et audiovisuel* (+ 11,2 %) et *Patrimoine, institutions muséales et archives* (+ 10 %) (tableau 4). Ces dépenses ont au contraire diminué dans des secteurs d'activité comme *Bibliothèques* (–8,3 %), *Livre et périodique* (–5 %) et *Enregistrement sonore* (–4,7 %). Cependant, c'est dans le domaine *Activités multidisciplinaires* que l'on observe le plus grand écart entre 2011-2012 et 2012-2013 (–33,8 %), vu la fin des travaux liés à la Maison symphonique.

Tableau 4 **Variation des dépenses directes en culture de l'administration publique québécoise selon le domaine, Québec, 2011-2012 et 2012-2013**

	2011-2012	2012-2013	Variation 2012-2013/ 2011-2012
	k$		%
Arts visuels, métiers d'arts et arts médiatiques	24 560,1	25 569,0	4,1
Arts de la scène	123 711,6	127 373,9	3,0
Patrimoine, institutions muséales et archives	191 173,1	210 296,9	10,0
Bibliothèques	241 030,1	221 087,7	–8,3
Livre et périodique	13 437,6	12 767,4	–5,0
Enregistrement sonore	2 883,6	2 749,1	–4,7
Cinéma et audiovisuel[1]	41 230,3	45 833,2	11,2
Radio et télévision	106 565,1	105 038,1	–1,4
Multimédia	563,0	720,0	27,9
Enseignement des arts	46 525,2	46 616,0	0,2
Relations interculturelles[2]	7 409,8	...	...
Langue française	26 749,1	26 389,1	–1,3
Activités multidisciplinaires	134 344,4	88 986,5	–33,8
Autres activités culturelles[3]	77 031,3	75 622,7	–1,8
Total	**1 037 214,2**	**989 049,5**	**–4,6**

1. Cette catégorie inclut la production télévisuelle indépendante.
2. À partir de 2012-2013, les dépenses en matière de relations interculturelles ne sont plus comptabilisées dans les dépenses au titre de la culture.
3. Les dépenses en culture relatives à l'architecture et au design sont incluses dans la catégorie « Autres activités culturelles ».

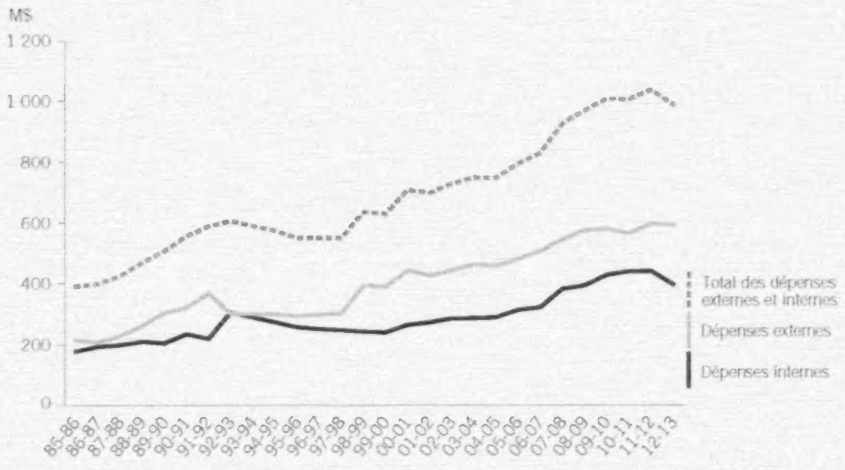
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Évolution des dépenses en culture

Les dépenses en culture de l'administration publique québécoise augmentent de 3,5 % par année en moyenne au cours des trois dernières décennies

Les données de la figure 3 illustrent l'évolution des dépenses directes internes et externes en culture au fil des 28 années d'observation. Les résultats de l'Observatoire montrent qu'entre 1985-1986 et 2012-2013, les dépenses directes passent de 391,3 M$ à 989,0 M$, ce qui représente une croissance annuelle moyenne (TCAM[9]) de 3,5 % sur cette période. Les résultats révèlent plus particulièrement que le rythme de croissance des dépenses directes ralentit au fil des ans. Ainsi, lorsque l'on compare la croissance pendant les dix premières années d'observation (de 1985-1986 à 1994-1995) à celle des dix suivantes (1994-1995 à 2003-2004), on constate que les dépenses directes progressent moins rapidement sur la seconde période étudiée que sur la

Figure 3 **Évolution des dépenses directes[1] en culture de l'administration publique québécoise, Québec, 1985-1986 à 2012-2013**



1. En millions de dollars courants.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

9. Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) donne une moyenne des évolutions annuelles, mais ne tient pas compte des variations internes de la période étudiée. En effet, seules les valeurs initiales et finales rentrent dans son calcul.

première (4,3 % comparativement à 3,0 %). Le taux de croissance annuel moyen des dépenses sur la décennie la plus récente (2003-2004 à 2012-2013) est presque équivalent à celui de la décennie précédente (TCAM de 3,1 %).

En passant de 176,9 M$ à 397,0 M$ en presque trente ans, les sommes versées en dépenses internes de fonctionnement et d'investissement subissent une hausse de 3 % par année, en moyenne. Toutefois, ce sont celles engagées en dépenses externes de fonctionnement et d'investissement qui augmentent le plus fortement pendant la période étudiée, passant de 214,4 M$ à 592,1 M$, ce qui se traduit par un taux de croissance annuel moyen de 3,8 %. On retiendra également qu'au cours des dix dernières années, les dépenses externes connaissent une moins forte croissance (2,8 % par année en moyenne) que les dépenses internes (3,8 %).

Les dépenses pour l'enseignement des arts affichent le plus haut taux de croissance annuel moyen pour la dernière décennie

Sur la période allant de 1985-1986 à 2012-2013 (28 ans), le domaine *Activités multidisciplinaires* affiche la plus forte croissance annuelle moyenne des dépenses, soit 9,8 % (tableau 5). Suivent *Patrimoine, institutions muséales et archives* (5,6 %), *Livre et périodique* (5,6 %), *Cinéma et audiovisuel* (5,2 %) et *Enseignement des arts* (5,2 %). Le domaine de l'*Enseignement des arts* est celui présentant le plus haut taux de croissance annuel moyen sur les dix dernières années (2003-2004 à 2012-2013), soit 9,4 %.

Depuis trois décennies, *Bibliothèques* et *Patrimoine, institutions muséales et archives* reçoivent une part importante des dépenses culturelles

La figure 4 illustre l'évolution de la part des dépenses culturelles de chacun des domaines à partir de quatre points de référence dans le temps : actuellement (2012-2013), il y a 10 ans (en 2003-2004), il y a 20 ans (en 1994-1995), et au moment des premières observations (en 1985-1986). Depuis le tout début de l'enquête, entre 22 % et 28 % des dépenses sont versées au domaine *Bibliothèques*. Le domaine du *Patrimoine, institutions muséales et archives* reçoit lui aussi une part importante des dépenses, soit entre 13 % et 21 %. Enfin, plus de 10 % des dépenses vont régulièrement aux domaines *Arts de la scène* et *Radio et télévision*.

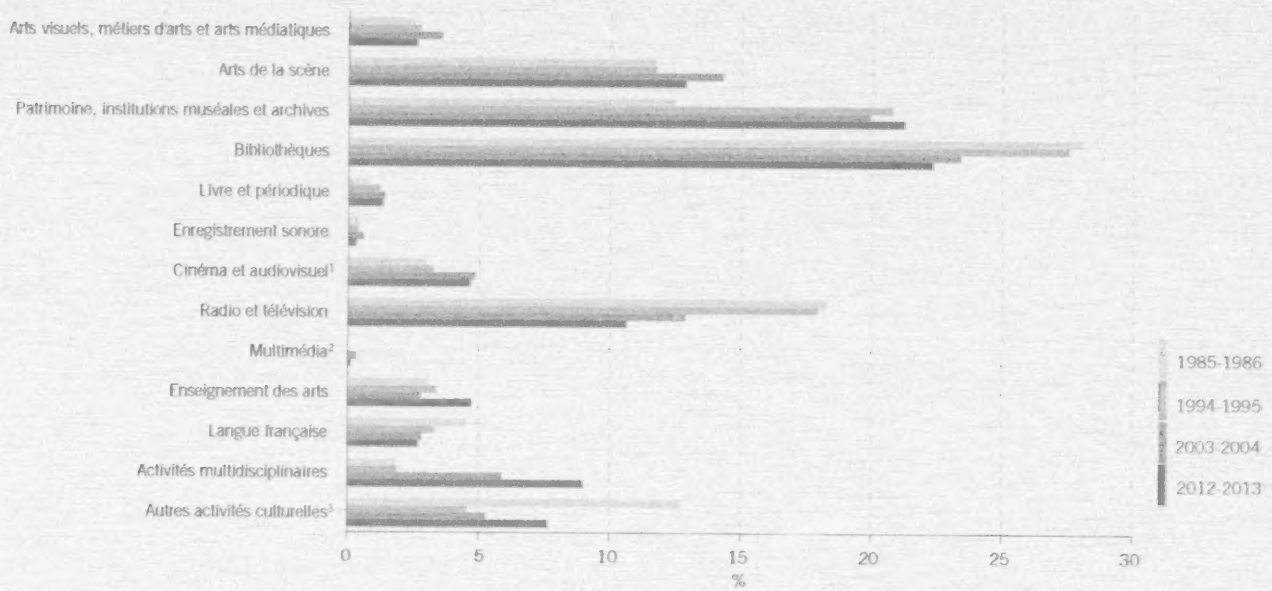
Tableau 5 **Évolution des dépenses directes[1] en culture de l'administration publique québécoise selon le domaine, Québec, 1985-1986 à 2012-2013**

	1985-1986	1994-1995	TCAM[2]	2003-2004	TCAM[3]	2012-2013	TCAM[4]	TCAM[5]
	k$		%	k$	%	k$	%	
Arts visuels, métiers d'arts et arts médiatiques	9 663,6	15 475,9	5,4	26 565,7	6,2	25 569,0	-0,4	3,7
Arts de la scène	45 927,2	67 384,2	4,4	107 095,1	5,3	127 373,9	1,9	3,9
Patrimoine, institutions muséales et archives	48 860,5	119 163,6	10,4	149 201,0	2,5	210 296,9	3,9	5,6
Bibliothèques	109 892,1	158 029,0	4,1	175 385,6	1,2	221 087,7	2,6	2,6
Livre et périodique	2 932,1	6 785,8	9,8	10 164,9	4,6	12 767,4	2,6	5,6
Enregistrement sonore	1 424,1	1 895,0	3,2	4 151,9	9,1	2 749,1	-4,5	2,5
Cinéma et audiovisuel[6]	11 534,9	18 539,6	5,4	36 250,5	7,7	45 833,2	2,6	5,2
Radio et télévision	71 430,5	103 126,2	4,2	96 509,7	-0,7	105 038,1	0,9	1,4
Multimédia[7]	...	...	...	2 309,6	...	720,0	-12,1	...
Enseignement des arts	11 888,3	19 346,1	5,6	20 822,0	0,8	46 616,0	9,4	5,2
Relations interculturelles[8]	3 289,0	7 889,2	10,2	16 157,8	8,3	...	...	...
Langue française	17 569,6	19 052,9	0,9	21 118,4	1,2	26 389,1	2,5	1,5
Activités multidisciplinaires	7 077,8	10 714,9	4,7	43 998,9	17,0	88 986,5	8,1	9,8
Autres activités culturelles[9]	49 794,7	26 076,0	-6,9	39 424,1	4,7	75 622,7	7,5	1,6
Total	**391 284,4**	**573 478,4**	**4,3**	**749 155,0**	**3,0**	**989 049,5**	**3,1**	**3,5**

1. En milliers de dollars courants.
2. Taux de croissance annuel moyen de 1985-1986 à 1994-1995 (période de 10 ans).
3. Taux de croissance annuel moyen de 1994-1995 à 2003-2004 (période de 10 ans).
4. Taux de croissance annuel moyen de 2003-2004 à 2012-2013 (période de 10 ans).
5. Taux de croissance annuel moyen de 1985-1986 à 2012-2013 (période de 28 ans).
6. Cette catégorie inclut la production télévisuelle indépendante.
7. Les données portant sur la catégorie Multimédia sont comptabilisées à partir de 1996-1997.
8. À partir de 2012-2013, les dépenses en matière de relations interculturelles ne sont plus comptabilisées dans les dépenses au titre de la culture.
9. Les dépenses en culture relatives à l'architecture et au design sont incluses dans la catégorie « Autres activités culturelles ».

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4 **Évolution de la part des dépenses directes en culture de l'administration publique québécoise consacrée à différents domaines, Québec, 1985-1986 à 2012-2013**



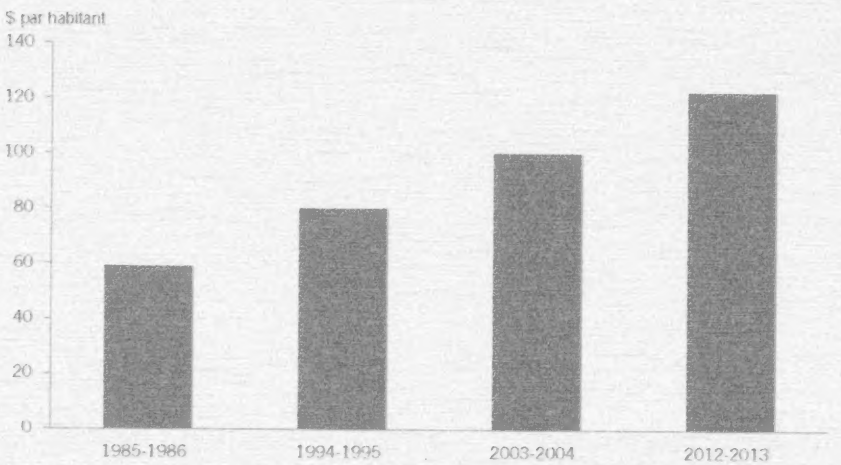
1. Cette catégorie inclut la production télévisuelle indépendante.
2. Les données portant sur la catégorie Multimédia sont comptabilisées à partir de 1996-1997.
3. Les dépenses en culture relatives à l'architecture et au design sont incluses dans la catégorie « Autres activités culturelles ».

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

On constate également que la situation des domaines *Patrimoine, institutions muséales et archives*, *Cinéma et audiovisuel* et *Activités multidisciplinaires*, en termes de parts des dépenses, s'est améliorée au fil des années. À l'inverse, la part attribuée aux domaines *Bibliothèques*, *Radio et télévision* et *Langue française* a plutôt diminué.

Depuis 1985-1986, le montant par habitant injecté par le gouvernement au titre de la culture est passé de 58,70 $ à 122,34 $[10] (figure 5). Parmi les quatorze domaines culturels, cinq se distinguent par une variation importante au cours de la période étudiée (tableau 6) : *Patrimoine, institutions muséales et archives* (passant de 7,33 $, en 1985-1986, à 26,01 $, en 2012-2013), *Livre et périodique* (0,44 $ à 1,58 $), *Cinéma et audiovisuel* (1,73 $ à 5,67 $), *Enseignement des arts* (1,78 $ à 5,77 $) et *Activités multidisciplinaires*[11] (1,06 $ à 11,01 $).

Figure 5 **Évolution des dépenses directes en culture de l'administration publique québécoise, en dollars courants par habitant, Québec, 1985-1986 à 2012-2013**



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

10. Il est à noter qu'entre 1985 et 2013, la population est passée de 6,7 à 8,1 millions de Québécois.
11. À titre d'exemple, les dépenses comptabilisées dans le domaine *Activités multidisciplinaires* peuvent consister en de l'aide financière fournie, par un ministère ou un organisme gouvernemental, à un festival regroupant des activités culturelles associées à la fois aux arts de la scène et aux arts visuels.

Tableau 6 **Évolution des dépenses directes en culture de l'administration publique québécoise en dollars (courants) par habitant, selon le domaine, Québec, 1985-1986 à 2012-2013**

	1985-1986	1994-1995	2003-2004	2012-2013	Variation 2012-2013/1985-1986
	$ par habitant				%
Arts visuels, métiers d'arts et arts médiatiques	1,45	2,15	3,55	3,16	118,0
Arts de la scène	6,89	9,37	14,31	15,75	128,6
Patrimoine, institutions muséales et archives	7,33	16,57	19,93	26,01	254,8
Bibliothèques	16,49	21,97	23,43	27,35	65,9
Livre et périodique	0,44	0,94	1,36	1,58	259,2
Enregistrement sonore	0,21	0,26	0,55	0,34	59,1
Cinéma et audiovisuel[1]	1,73	2,58	4,84	5,67	227,7
Radio et télévision	10,72	14,34	12,89	12,99	21,2
Multimédia[2]	...	...	0,31	0,09	...
Enseignement des arts	1,78	2,69	2,78	5,77	223,5
Relations interculturelles[3]	0,49	1,10	2,16	...	...
Langue française	2,64	2,65	2,82	3,26	23,7
Activités multidisciplinaires	1,06	1,49	5,88	11,01	936,9
Autres activités culturelles[4]	7,47	3,63	5,27	9,35	25,2
Total	**58,70**	**79,73**	**100,08**	**122,34**	**108,4**

1. Cette catégorie inclut la production télévisuelle indépendante.
2. Les données portant sur la catégorie Multimédia sont comptabilisées à partir de 1996-1997.
3. À partir de 2012-2013, les dépenses en matière de relations interculturelles ne sont plus comptabilisées dans les dépenses au titre de la culture.
4. Les dépenses en culture relatives à l'architecture et au design sont incluses dans la catégorie « Autres activités culturelles ».

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Dépenses pour la culture selon les régions administratives

Au total, 80 % des dépenses pour la culture sont effectuées dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale

En ce qui concerne la répartition régionale des dépenses 2012-2013 de l'administration publique québécoise en matière de culture, l'enquête de l'Observatoire révèle sans surprise que ce sont dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale que sont affectées la plus grande part des dépenses (tableaux 7 et 8). Ainsi, ces régions recueillent respectivement 55,3 % (546,6 M$) et 24,9 % (245,8 M$) du montant total injecté dans l'ensemble du Québec[12]. La part des dépenses effectuées dans les autres régions se situe entre 0,2 % (1,9 M$, Nord-du-Québec) et 2,7 % (26,8 M$, Montérégie). Les dépenses hors Québec[13] équivalent à 0,4 % (4,2 M$) du total des dépenses directes en culture.

Pour toutes les régions, à l'exception de celle de la Capitale-Nationale, les sommes engagées par l'administration publique en 2012-2013 consistent principalement en des dépenses externes (tableau 7). La majorité des dépenses externes vont au fonctionnement, c'est-à-dire qu'elles sont attribuées aux artistes, aux associations et organismes et aux administrations municipales, sous la forme d'aide ou de soutien en subventions ou en prix, en aide financière et de transferts aux établissements (comme les musées, les archives et les bibliothèques).

La région de Montréal reçoit 59,4 % (351,9 M$) des dépenses externes et celle de la Capitale-Nationale, 11,6 % (68,8 M$) (tableaux 7 et 8). Les régions où les dépenses externes sont les plus importantes, en dehors des régions centrales, sont celles de la Montérégie (25,6 M$ ou 4,3 % des dépenses externes) et de l'Estrie (21,2 M$ ou 3,6 %).

Dans la Capitale-Nationale, les sommes engagées en culture par l'administration publique en 2012-2013 sont principalement des dépenses internes (177,0 M$) et portent plus spécifiquement sur des dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire sur des dépenses au titre des salaires et traitements pour tous les employés ainsi que les achats de

12. Les données détaillées sur les dépenses culturelles engagées par les municipalités sont disponibles sur le site de l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec. [En ligne]. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/depenses-culturelles/municipal/index.html].
13. Les dépenses hors Québec incluent notamment des dépenses pour les maisons du Québec ainsi que les activités de recherche sur la culture et les arts réalisées dans des centres à l'étranger. La grande partie des dépenses hors Québec concernent le domaine des activités multidisciplinaires.

Tableau 7 **Dépenses directes de l'administration publique québécoise selon la région administrative et la catégorie de dépenses, Québec, 2012-2013**

	Dépenses internes			Dépenses externes			Dépenses directes
	Fonctionnement a	Investissement b	Sous-Total c=(a+b)	Fonctionnement d	Investissement e	Sous-Total f=(d+e)	Total g=(c+f)
				k$			
Bas-Saint-Laurent (01)	3 117,8	213,2	3 330,9	9 447,5	4 920,4	14 367,9	**17 698,8**
Saguenay–Lac-Saint-Jean (02)	2 842,0	17,9	2 859,9	12 264,4	4 778,9	17 043,3	**19 903,2**
Capitale-Nationale (03)	156 661,4	20 315,5	176 976,9	53 769,9	15 034,6	68 804,5	**245 781,4**
Mauricie (04)	2 433,8	54,9	2 488,7	11 641,4	3 379,5	15 020,9	**17 509,7**
Estrie (05)	1 784,8	16,7	1 801,4	19 024,8	2 164,3	21 189,1	**22 990,5**
Montréal (06)	165 136,2	29 518,1	194 654,3	219 259,8	132 655,5	351 915,4	**546 569,7**
Outaouais (07)	3 098,6	7,5	3 106,2	7 638,6	2 442,5	10 081,1	**13 187,3**
Abitibi-Témiscamingue (08)	1 675,0	224,8	1 899,8	7 196,2	1 527,0	8 723,1	**10 622,9**
Côte-Nord (09)	673,2	–	673,2	4 211,2	1 671,1	5 882,3	**6 555,5**
Nord-du-Québec (10)	462,6	–	462,6	1 285,5	160,6	1 446,1	**1 908,6**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11)	2 836,3	345,9	3 182,1	5 806,0	2 280,1	8 086,0	**11 268,2**
Chaudière-Appalaches (12)	589,7	10,0	599,6	7 133,1	3 542,9	10 676,0	**11 275,7**
Laval (13)	232,2	–	232,2	3 894,1	1 210,3	5 104,5	**5 336,6**
Lanaudière (14)	626,4	301,5	927,9	5 896,7	3 176,8	9 073,4	**10 001,3**
Laurentides (15)	770,4	536,3	1 306,7	8 049,5	1 833,6	9 883,1	**11 189,8**
Montérégie (16)	938,6	258,2	1 196,8	19 800,7	5 771,8	25 572,5	**26 769,3**
Centre-du-Québec (17)	204,3	–	204,3	4 505,4	1 594,8	6 101,2	**6 305,5**
Hors Québec	903,6	152,9	1 056,6	3 118,9	–	3 118,9	**4 175,5**
Total	**344 986,7**	**51 973,4**	**396 960,1**	**403 944,7**	**188 144,7**	**592 089,4**	**989 049,5**

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

biens et services (tableau 7). Cette situation s'explique par la présence dans cette région de grandes institutions culturelles (Musée de la civilisation, Musée national des beaux-arts du Québec, Société du Grand théâtre de Québec, etc.) et des bureaux d'organismes gouvernementaux (ministère de la Culture et des Communications, Centre de conservation du Québec, Conseil des arts et des lettres du Québec, etc.), dont l'action couvre l'ensemble du territoire québécois.

Dans la région de Montréal, les dépenses internes (194,7 M$) sont aussi très élevées, car à l'exemple de la Capitale-Nationale, on y trouve d'importantes institutions culturelles et des sociétés d'État comme la Société de développement des entreprises culturelles, le Musée d'art contemporain, la Régie du cinéma, la Place des arts, etc. Par ailleurs, les dépenses externes (351,9 M$) y sont aussi très importantes, car on y retrouve une concentration d'artistes, d'organismes et d'entreprises culturelles.

Comme le montre le tableau 8, les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale se partagent la quasi-totalité des dépenses internes en culture de l'administration publique québécoise.

Tableau 8 **Répartition régionale des dépenses directes internes et externes de l'administration publique québécoise en matière de culture, Québec, 2012-2013**

	Dépenses internes	Dépenses externes	Dépenses directes
	%		
Bas-Saint-Laurent (01)	0,8	2,4	1,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean (02)	0,7	2,9	2,0
Capitale-Nationale (03)	44,6	11,6	24,9
Mauricie (04)	0,6	2,5	1,8
Estrie (05)	0,5	3,6	2,3
Montréal (06)	49,0	59,4	55,3
Outaouais (07)	0,8	1,7	1,3
Abitibi-Témiscamingue (08)	0,5	1,5	1,1
Côte-Nord (09)	0,2	1,0	0,7
Nord-du-Québec (10)	0,1	0,2	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11)	0,8	1,4	1,1
Chaudière-Appalaches (12)	0,2	1,8	1,1
Laval (13)	0,1	0,9	0,5
Lanaudière (14)	0,2	1,5	1,0
Laurentides (15)	0,3	1,7	1,1
Montérégie (16)	0,3	4,3	2,7
Centre-du-Québec (17)	0,1	1,0	0,6
Hors Québec	0,3	0,5	0,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'ensemble des résultats présentés jusqu'à présent signifie qu'un montant de 281,64 $ par habitant a été versé au titre de la culture dans la région de Montréal et de 342,01 $ dans la région de la Capitale-Nationale (tableau 9). Dans les autres régions, cette dépense oscille entre 12,95 $ par habitant (Laval) et 119,95 $ par habitant (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine).

En ce qui concerne uniquement les dépenses externes, l'administration publique québécoise consacre 181,34 $ par habitant dans la région de Montréal et 95,74 $ par habitant dans celle de la Capitale-Nationale.

Tableau 9 **Dépenses directes internes et externes de l'administration publique québécoise en matière de la culture, en dollars par habitant, selon la région administrative, Québec, 2012-2013**

	Dépenses internes	Dépenses externes	Dépenses directes
	$ par habitant		
Bas-Saint-Laurent (01)	16,57	71,46	88,03
Saguenay–Lac-Saint-Jean (02)	10,30	61,37	71,67
Capitale-Nationale (03)	246,27	95,74	342,01
Mauricie (04)	9,36	56,47	65,83
Estrie (05)	5,70	67,05	72,75
Montréal (06)	100,30	181,34	281,64
Outaouais (07)	8,22	26,69	34,91
Abitibi-Témiscamingue (08)	12,90	59,21	72,11
Côte-Nord (09)	7,04	61,53	68,57
Nord-du-Québec (10)	10,63	33,22	43,85
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11)	33,87	86,08	119,95
Chaudière-Appalaches (12)	1,44	25,64	27,08
Laval (13)	0,56	12,38	12,95
Lanaudière (14)	1,92	18,79	20,71
Laurentides (15)	2,28	17,22	19,50
Montérégie (16)	0,81	17,24	18,04
Centre-du-Québec (17)	0,86	25,70	26,56
Ensemble du Québec	**49,10**	**73,24**	**122,34**

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les régions Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et Lanaudière présentent les plus forts taux de croissance sur la période 1994-1995 à 2012-2013, tandis que Laval affiche le taux de croissance le plus fort sur la dernière décennie

Le tableau 10 montre l'évolution des dépenses directes en culture dans les régions administratives, sur deux décennies[14] (de 1994-1995 à 2003-2004 puis de 2003-2004 à 2012-2013). On constate que les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (TCAM de 5,4 %), de Lanaudière (TCAM de 4,6 %), de la Montérégie (TCAM de 3,5 %), de Chaudière-Appalaches (TCAM de 3,4 %), des Laurentides (TCAM de 3,4 %), du Bas-Saint-Laurent (TCAM de 3,2 %) et de Montréal (TCAM de 3,0 %) surpassent le taux de croissance annuel moyen observé pour l'ensemble du Québec (2,9 %). La région de Laval enregistre par ailleurs le meilleur taux de croissance sur la récente décennie (TCAM de 5,4 % sur la période 2003-2004 à 2012-2013).

Soulignons en dernier lieu que, bien qu'elles montrent une progression des dépenses sur vingt ans plus forte que celle de l'ensemble des régions, les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de Lanaudière enregistrent sur la récente décennie (2003-2004 à 2012-2013) un taux de croissance annuel moyen inférieur à celui de la décennie précédente (1994-1995 à 2003-2004) (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine : 4,8 % comparativement à 6,7 % ; Lanaudière : 3,1 % comparativement à 6,6 %). Relativement aux autres régions, on retiendra que celle de la Côte-Nord est la seule à connaître un taux de croissance négatif sur la récente décennie (–0,9 %), et que les autres régions présentent toutes un ralentissement dans la croissance de leurs dépenses au cours de la récente décennie.

14. La collecte des données régionales par l'Observatoire de la culture et des communications a débuté en 1993-1994.

Tableau 10 **Évolution des dépenses directes[1] en culture de l'administration publique québécoise selon la région administrative, Québec, 1994-1995 à 2012-2013**

	1994-1995	2003-2004	TCAM[2]	2012-2013	TCAM[3]	TCAM[4]
	k$		%	k$	%	
Bas-Saint-Laurent (01)	9 649,3	12 860,8	3,2	17 698,8	3,6	3,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean (02)	11 514,6	15 251,3	3,2	19 903,2	3,0	2,9
Capitale-Nationale (03)	144 104,4	177 291,3	2,3	245 781,4	3,7	2,8
Mauricie (04)[5]	14 399,0	16 113,6	1,3	17 509,7	0,9	1,0
Estrie (05)	18 977,8	19 056,2	0,0	22 990,5	2,1	1,0
Montréal (06)	312 287,8	418 170,0	3,3	546 569,7	3,0	3,0
Outaouais (07)	8 047,3	10 546,9	3,1	13 187,3	2,5	2,6
Abitibi-Témiscamingue (08)	7 735,3	9 214,6	2,0	10 622,9	1,6	1,7
Côte-Nord (09)	5 364,4	7 120,5	3,2	6 555,5	-0,9	1,1
Nord-du-Québec (10)	1 208,6	1 586,0	3,1	1 908,6	2,1	2,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (11)	4 122,9	7 388,6	6,7	11 268,2	4,8	5,4
Chaudière-Appalaches (12)	5 965,6	7 899,1	3,2	11 275,7	4,0	3,4
Laval (13)	3 226,0	3 313,2	0,3	5 336,6	5,4	2,7
Lanaudière (14)	4 279,9	7 630,6	6,6	10 001,3	3,1	4,6
Laurentides (15)	5 916,3	7 658,0	2,9	11 189,8	4,3	3,4
Montérégie (16)	13 960,0	18 496,5	3,2	26 769,3	4,2	3,5
Centre-du-Québec (17)[5]	...	4 748,2	...	6 305,5	3,2	...
Hors Québec	2 719,2	4 809,5	6,5	4 175,5	-1,6	2,3
Total	**573 478,4**	**749 154,9**	**3,0**	**989 049,5**	**3,2**	**2,9**

1. En milliers de dollars courants.
2. Taux de croissance annuel moyen sur la période 1994-1995 à 2003-2004 (période de 10 ans).
3. Taux de croissance annuel moyen sur la période 2003-2004 à 2012-2013 (période de 10 ans).
4. Taux de croissance annuel moyen sur la période 1994-1995 à 2012-2013 (période de 20 ans).
5. Jusqu'à 1995-1996, les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec étaient regroupées.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Conclusion

En résumé, les résultats de l'*Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture* montrent qu'après avoir connu un sommet s'étendant sur trois années financières (2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012), les dépenses en culture sont, en 2012-2013, pratiquement revenues au niveau de 2008-2009. Cette situation est attribuable principalement à la construction et à la fin des travaux concernant la Maison symphonique, dans la région de Montréal. Le rythme de croissance des dépenses directes est de 3,5 % par année en moyenne sur la période 1985-1986 à 2012-2013 et de 3,2 % sur la dernière décennie (2003-2004 à 2012-2013). Ainsi, en presque trente ans, le montant par habitant déboursé par l'administration publique pour la culture est passé de 58,70 $ à 122,34 $. Depuis 1985, on observe une croissance des dépenses directes en culture, toutefois, sur cette longue période de trois décennies, les dépenses consolidées du Gouvernement du Québec progressent à un rythme plus rapide. Par conséquent, la tendance que l'on remarque est que la part des dépenses directes en culture dans l'ensemble des dépenses du Gouvernement du Québec est à la baisse. Elle passe de 1,4 % à 1,1 % entre 1985 et 2013.

En 2012-2013, plus des deux tiers de ces dépenses ont été effectuées dans les domaines *Bibliothèques*, *Patrimoine, institutions muséales et archives*, *Arts de la scène* et *Radio et télévision*. Sur la période de presque trente ans d'observation, les plus forts taux de croissance annuels moyens sont constatés pour les domaines suivants : *Patrimoine, institutions muséales et archives*, *Livre et périodique*, *Cinéma et audiovisuel*, *Enseignement des arts* et *Activités multidisciplinaires*.

Comme on a pu l'observer, la plus grande part des dépenses culturelles va aux régions centrales de Montréal et de la Capitale-Nationale. On retiendra aussi qu'outre la région de Montréal, celles du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de Chaudière-Appalaches, de Lanaudière, des Laurentides et de la Montérégie présentent, sur 28 ans, un rythme de croissance des dépenses gouvernementales en culture plus fort que celui observé pour l'ensemble des régions du Québec.

Merci aux ministères et organismes participants

L'*Enquête sur les dépenses de l'administration publique québécoise au titre de la culture* est réalisée grâce à la collaboration des ministères et organismes sollicités à titre de répondants. L'Observatoire de la culture et des communications du Québec les en remercie chaleureusement.

Numéros déjà parus

Optique culture

37	La fréquentation des cinémas en 2014	Février 2015
36	Les bibliothèques publiques québécoises de 2002 à 2012	Février 2015
35	Les ventes de livres de 2009 à 2013	Septembre 2014
34	Dix ans de statistiques sur la fréquentation des arts de la scène	Septembre 2014
33	Les dépenses culturelles des municipalités en 2012	Juin 2014
32	La fréquentation des institutions muséales en 2012 et 2013	Mai 2014
31	Les ventes d'enregistrements sonores au Québec en 2013	Avril 2014
30	La fréquentation des cinémas en 2013	Février 2014
29	Les acquisitions d'œuvres d'art des musées, des entreprises et des institutions en 2010-2011 et 2011-2012	Novembre 2013
28	La fréquentation des arts de la scène en 2012	Septembre 2013
27	Les ventes de livres de 2008 à 2012	Juillet 2013
26	Le développement de pratiques culturelles chez les enfants Analyse de données de l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec*	Juillet 2013
25	Les dépenses culturelles des municipalités en 2011	Mai 2013
24	Les ventes d'enregistrements sonores au Québec en 2012	Mai 2013
23	Les artistes en arts visuels québécois : un aperçu statistique	Mai 2013
22	La fréquentation des cinémas et ciné-parcs en 2012	Mars 2013
21	La fréquentation des arts de la scène en 2011	Septembre 2012
20	Les danseurs et chorégraphes québécois : un aperçu statistique	Juillet 2012
19	L'évolution des dépenses culturelles des ménages québécois, de 1997 à 2009	Mai 2012
18	Les dépenses culturelles des municipalités en 2010	Mai 2012
17	La fréquentation des institutions muséales en 2011	Mai 2012
16	Dix ans de statistiques sur le marché de l'enregistrement sonore au Québec	Mai 2012
15	Le marché du vidéogramme en 2011	Avril 2012
14	La performance financière de certaines industries culturelles au Québec de 2005 à 2009	Mars 2012
13	Projections numériques : 45 % de l'assistance des cinémas en 2011	Mars 2012
12	L'emploi salarié dans certaines industries de la culture et des communications, de 1991 à 2010	Novembre 2011
11	Les ventes d'albums québécois de nouveaux artistes	Octobre 2011
10	Les acquisitions d'œuvres d'art des musées, des entreprises et des institutions en 2009-2010	Septembre 2011
09	Dix ans de ventes de livres	Septembre 2011
08	La fréquentation des arts de la scène en 2010	Septembre 2011
07	Les parts de marché du livre édité au Québec en 2009	Juin 2011
06	Vente d'enregistrements sonores en 2010 : renforcement des tendances	Juin 2011
05	Les dépenses culturelles des municipalités en 2009	Mai 2011
04	La fréquentation des institutions muséales en 2010	Mai 2011
03	Les écrivains québécois : un aperçu statistique	Mai 2011
02	Les distributeurs de livres en 2008-2009	Avril 2011
01	L'assistance aux films québécois sous la barre de 10 %	Février 2011

OBSERVATOIRE
DE LA CULTURE ET DES
COMMUNICATIONS
DU QUÉBEC

La version PDF de ce document est consultable à l'adresse suivante : www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture.

Pour tout renseignement
Gaëtane Dubé
418 691-2414, poste 6130
gaetane.dube@stat.gouv.qc.ca

Observatoire de la culture
et des communications
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage,
Québec (Québec) G1R 5T4
418 691-2414
observatoire@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
ISSN : 1925-4199 (version imprimée)
ISSN : 1925-4202 (en ligne)
1er trimestre 2015
© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 2011

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm